

(N° 226.)

Chambre des Représentants.

SESSION 1919-1920.

Projet de loi

approuvant le Traité de Paix conclu à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées d'une part, et l'Autriche, d'autre part, ainsi que le Protocole et la Déclaration qui s'y trouvent annexés.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
ET DE LA SECTION CENTRALE RÉUNIES, PAR M. VAN LIMBURG-STIRUM.

MESSIEURS,

Le Traité de Saint-Germain-en-Laye complétant le Traité de Versailles, consacre le rétablissement de la Paix entre les Puissances Alliées et Associées et une seconde nation ennemie, l'Autriche.

Il ne se fait pas avec celle des grandes puissances européennes dont l'entrée en campagne, contre la Serbie, en juillet 1914, avait été la cause immédiate de la guerre générale. Elle n'existe plus ; elle est rayée du nombre des empires. L'emploi de son nom, isolé désormais de celui du royaume magyar, qui s'unissait à lui depuis la constitution de l'Europe moderne, caractérise d'un trait l'effondrement de la monarchie dualiste. Le lien, dont la dynastie fondée par Rodolphe de Habsbourg rattachait une foule de peuples divers, rompu par la défaite, les a laissés

(1) Projet de loi, n° 122.

(2) La Commission des Affaires Étrangères et la Section centrale, réunies, présidées par M. Brunet, étaient composées :

Composition de la *Commission des Affaires Étrangères* : MM. Brunet, président, Carton de Wiart et Neujean, vice-présidents, Buisson, de Wouters d'Oplinter et Piérard, secrétaires, Bouchery, Branquart, de Selys-Longchamps, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Racineonck, Royers, Segers, Standaert, Troolet, Uytendaele, Verachtert, Winandy et Woeste.

Rapporteurs délégués par les Sections :

MM. Gendebien, Van Limburg-Stirum, Van Caneghem, Carton de Wiart, Mechelynck et de Liedekerke.

se disperser ; trois d'entre eux, secouant le joug, se dressent à nos côtés au nombre des vainqueurs. Héritière du Saint Empire Germanique, fondée par Charlemagne, qui croyait reconstituer celui des Césars, deux fois ses ennemis, Napoléon, Bismarck, avaient cru détruire l'Austro-Hongrie. Elle avait surmonté ces crises, comme elle avait résisté aux guerres de religion, aux invasions turques, et à l'hostilité persistante de la maison de Bourbon. Bien mieux, retrouvant une vie nouvelle, tout au moins en apparence, elle semblait concevoir des espoirs rajeunis d'extension vers l'Orient et rêver de joindre à l'héritage des empires germaniques quelques débris de celui de Byzance.

Dieu sait ce qu'eût pu amener l'accession au trône d'un jeune empereur slavophile, et gagnant l'affection de ses sujets slaves. Mais la précipitation du comte d'Ærenthal à annexer la Bosnie et l'Herzégovine, première rupture de la parole donnée, et sans autre effet pratique que sa renonciation au précieux droit d'intervention dans le Sandjak de Novi-Bazar, souffla l'incendie dans le brasier jamais éteint de la péninsule balkanique. La flamme s'est retournée contre son pays. Aujourd'hui la double monarchie est en ruines ; ses débris se dressent les uns contre les autres ; son souverain est en exil ; et son noyau subsistant guère plus grand que l'ancien duché d'Autriche devenu un état sans importance, sans accès à la mer, n'a désormais plus d'autre préoccupation politique que celle de savoir qui lui procurera de quoi ne pas mourir de faim.

Ce douloureux châtiment, unit contre elle dans une même coalition et ses ennemis propres, et ceux que sa néfaste alliance avec l'Allemagne lui a valu. Parmi eux la Belgique, dont les enfants jadis avaient montré tant de dévouement à la maison de Habsbourg-Lorraine, fut la première victime. Notre pays, qu'elle n'avait su ni apprécier, ni garder, fut destiné à l'asservissement et à la spoliation par la Prusse, et alors que les relations de paix et d'amitié existaient encore, qu'elle n'avait pas répudié les traités par lesquels elle garantissait notre neutralité, ses gros mortiers faisaient voler en éclats les forts de la Meuse. Le faible écrasé est pourtant vainqueur aujourd'hui et voit la ruine de son agresseur.

Du règne séculaire de la maison d'Autriche sur les Pays-Bas il ne restait que quelques reliques précieuses. Demain peut-être, symbole de la primauté et du triomphe de la Justice, les armes de Charles-Quint et le prestigieux trésor de la Toison d'Or rentreront dans leur pays natal.

Comment ne pas évoquer ici le souvenir de nos morts en Galicie, fidèles jusqu'au bout à ceux qui déjà désespéraient, dont les autos-cannons couvrirent la retraite des Russes aux rives du Pont Euxin, et dont les survivants poursuivant leur retraite dans les steppes des Scythes et des Mongols, aux bises de l'Océan Glacial, acclamés par cent peuples aux pieds du Fushi-Yama, dans l'Eldorado californien, dans les fiévreuses cités de l'Union Américaine, refirent en sens inverse le fabuleux voyage des Argonautes à la conquête de la Toison d'Or !

Si méritée, et si logique que soit la déchéance de l'Autriche, plusieurs

membres de votre Section centrale n'ont pu, pour des motifs d'humanité ou de haute politique, s'empêcher de regretter un aussi total abaissement. Réduit à un territoire exigü, au sol médiocre, sans industrie ni communication avec la mer, sa capitale de deux millions d'habitants en fait un être disproportionné. La misère qui la dévore semble incurable et doit attirer notre sérieuse attention. D'autre part elle est incapable désormais de jouer vis-à-vis de l'Allemagne restée debout, dont l'orgueil insolent veut ignorer sa défaite, le rôle de contrepoids qui eût dû être le sien.

Si la bonne foi de son dernier souverain s'était unie à une énergie assez forte pour briser l'hégémonie allemande, combien eût été plus facile la reconstitution de l'Europe! Nous savons l'échec lamentable de sa tentative.

La Belgique avait avec l'Autro-Hongrie des relations autres que les souvenirs historiques auxquelles il a été fait allusion.

Le traité qui est soumis à votre ratification consacre leur rupture dans son article 83. Ayant forfait, comme la Prusse, à ses engagements de défendre la neutralité belge, comme cette puissance, elle doit consentir à l'abrogation des Traités du 19 avril 1839 et s'engager par avance à reconnaître toutes les conventions que prennent les puissances alliées pour les remplacer.

Elle donne le même consentement et prend les mêmes engagements en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg.

Ces deux articles sont les seules clauses politiques qui intéressent la Belgique.

Il n'est point fait d'autre mention spéciale à notre pays, si ce n'est aux articles auxquels il a déjà été fait allusion quant à la récupération d'objets d'art et de souvenirs historiques.

Dans ces articles spéciaux nulle difficulté. Mais il en sera autrement dans les règles générales tracées pour le règlement des droits privés.

La décomposition de la double monarchie rendra, en effet, peu aisée l'application du traité aux personnes ou aux biens.

Il est à remarquer d'abord que le traité ne s'applique ni à la Hongrie, ni aux Hongrois.

Ensuite, une partie des provinces démembrées est réunie à des Etats alliés : l'Italie, la Roumanie, la Serbie, une autre, s'est constituée en pays indépendants, amis de l'Entente. Ces nouvelles entités doivent prendre leur part, active et passive, de la succession de l'empire détruit; chacune fait assurer aux intérêts qui en dépendent un traitement plus ou moins favorable suivant sa position propre.

Aussi le traité, aux articles 70 et suivants, est-il forcé d'instituer pour l'indigénat des règles comportant de nombreuses exceptions. De même doit-il consacrer sept articles (de 62 à 67) à assurer la protection des minorités.

Les conséquences de ces principes, parfaitement juridiques et même nécessaires en fait, pourront cependant paraître quelquefois étranges.

Par exemple, les Hautes Parties contractantes, sans se laisser décourager par les imprévus de l'exécution du traité avec l'Allemagne, ont stipulé à

l'article 173 le droit de traduire devant leurs tribunaux militaires, les personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et coutumes de la guerre. Mais l'article 176 stipule que les personnes qui ont acquit une autre nationalité, par les règles de l'indigénat (art. 70) seront jugés par les tribunaux de l'Etat nouveau dont ils dépendent. Les mêmes actes, posés par des individus appartenant à la même caste, inclus du même esprit, pourront donc les faire renvoyer devant des juridictions entièrement différentes.

Les questions d'indigénat causeront peut-être des difficultés plus sérieuses dans le règlement du sort des biens des ci-devant sujets austro-hongrois dans les pays alliés. L'article 201 reconnaît le principe, déjà admis par le traité de Versailles, du droit des Puissances alliées et associées de disposer des actifs et propriétés ennemis se trouvant sous leur juridiction.

Les propriétés ennemies seront évidemment celles des sujets restés autrichiens, au sens de l'article 70, déjà indiqué : toute personne ayant l'indigénat sur un territoire faisant antérieurement partie des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise acquerra de plein droit, et à l'exclusion de la nationalité autrichienne, la nationalité de l'Etat exerçant la souveraineté sur ledit territoire. Donc tous les autres seront non-autrichiens. Remarquons, entre parenthèse, que l'article 70, au moins à l'entendre littéralement, stipule aussi pour les territoires enlevés à la Hongrie. Les biens des sujets ayant changé de nationalité ne tomberont donc pas, nous semble-t-il, sous le coup de la clause de disposition par les Puissances alliées. Les tribunaux, dans chacune d'elle, auront à se retrouver dans la complication des nationalités morcelées par le traité.

Les Chambres belges auront à envisager cette situation dans l'examen de la loi sur les biens séquestrés actuellement en élaboration. Il ne sera pas facile d'atteindre l'idéal de l'équité et de donner une parfaite souplesse à l'application des principes. Les présentes réflexions ne sont point une critique du traité ou de l'esprit de ses auteurs. Mais nous devons considérer comme un devoir de prévoir autant que possible les difficultés qui peuvent survenir dans son exécution.

L'article 203 intéresse les porteurs de fonds austro-hongrois. Le système qu'il comporte établit le partage de la dette d'Etat suivant certaines règles, entre tous les Etats ayant participé territorialement au démembrement de l'empire.

Une annexe à cet article entre dans tous les détails nécessaires. Les porteurs de titres de l'ancienne dette publique remettront par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs à la Commission des réparations les titres dont ils sont porteurs. En retour, cette Commission leur délivrera des certificats leur donnant droit à une part dûment proportionnelle de chacune des nouvelles émissions de titres, faites pour échange. C'est-à-dire que les ayants-droit ne seront pas exposés à voir toute leur créance établie sur l'un ou l'autre des héritiers, dont on pourrait discuter la valeur respective, mais la verront répartie équitablement sur tous.

Il va de soit que les dettes gagées sur les chemins de fer, les mines de sel ou d'autres biens, seront dues, au contraire, par les propriétaires du gage.

La Section centrale désire connaître l'avis du gouvernement sur l'interprétation de l'article 179.

L'exposé des motifs du budget français dit à la page 20 : « Les traités de paix de Saint-Germain et de Neuilly-sur-Seine ont, par la suite, posé le principe de la responsabilité solidaire, devant la charge des réparations, des pays qui furent les alliés de l'Allemagne. Ils ont également tracé les règles générales auxquelles devra se conformer la Commission des réparations pour assigner à chacun de ces pays la part de dettes qui lui incombera. Ces instruments diplomatiques prévoient *qu'un compte unique des réparations sera tenu, par lequel devra être soldé le total des créances que les traités ont fait naître au profit des puissances alliées et associées.* Les traités de paix qui restent à conclure pour mettre fin complètement à la guerre européenne confirmeront l'existence de ce compte unique et ne pourront avoir pour effet que de faire participer de nouveaux États aux obligations qu'il a pour but de décrire. »

Le Gouvernement belge fait-il sienne cette interprétation ?

La Commission des Affaires Étrangères et la Section centrale ont adopté le projet de loi par 11 voix et 4 abstentions.

Elles ont l'honneur de vous en proposer l'approbation.

Le Rapporteur,

AD. DE LIMBURG STIRUM.

Le Président,

EMILE BRUNET.



6

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

Wetsontwerp

houdende goedkeuring van het Vredesverdrag gesloten te Saint-Germain-en-Laye, den 10^e September 1919 tusschen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden, eenerzijds, en Oostenrijk; anderzijds, evenals van 'het Protocol en van de Verklaring bij gezegd Verdrag gevoegd (1).

VERSLAG

NAMENS DE VEREENIGDE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN (2),
EN MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN LIMBURG STIRUM.

MIJNE HEEREN,

Het Verdrag van Saint-Germain-en-Laye, tot aanvulling van het Verdrag van Versailles, huldigt het herstel van den Vrede tusschen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en eene tweede vijandelijke natie, Oostenrijk.

Het wordt niet gesloten met diegene onder de groote Europeesche mogendheden die in Juli 1914 zijn ten oorlog getrokken tegen Servië en alzoo de rechtstreeksche oorzaak waren van den wereldoorlog. Deze mogendheid bestaat niet meer; zij werd uit de rij der keizerrijken geschrapt.

(1) Wetsontwerp, n^o 122.

(2) De Vereenigde Commissie voor de Buitenlandsche Zaken en Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, waren samengesteld als volgt :

Samenstelling van de *Commissie voor de Buitenlandsche Zaken* : de heeren Brunet, voorzitter, Carton de Wiart en Neujean, ondervoorzitters, Buisset, de Wouters d'Oplinter en Piérard, secretarissen, Bouchery, Branquart, de Selys-Longchamps, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Raemdonck, Royers, Segers, Standaert, Troelet, Uytroever, Verachtert, Winandy en Woeste.

Verlaggevers, door de Afdeelingen afgevaardigd :

de heeren Gendebien, Van Limburg Stirum, Van Caenegem, Carton de Wiart, Mechelynck en de Liedekerke.

Het gebruik van haar naam, voortaan afgezonderd van dien van het Magyaarsche koninkrijk, — dat, sedert de samenstelling van het hedendaagsche Europa, met haar vereenigd was, — kenschetst door een enkelen trek de ineensorting van de tweeledige monarchie. De band waarmede het vorstenhuis, door Rudolf van Habsburg gesticht, een menigte van onderscheiden volken aaneenhechtte en die door de nederlaag werd verbroken, heeft deze laten uiteenslaan; drie onder hen, die het juk hebben afgeschud, staan thans aan onze zijde onder de overwinnaars. Erfgenaam van het heilige Duitsche Rijk, opgericht door Karel den Groote die dat der Caesars dacht te herstellen, hadden Napoleon en Bismarck — die dubbel zijn vijand waren — getracht het Oostenrijksch-Hongaarsche rijk te vernietigen. Het was deze crisissen te boven gekomen, zooals het had weerstaan aan de godsdienstoorlogen, aan de invallen der Turken, en aan de bestendige vijandschap van het huis der Bourbons. Beter nog, daar het — ten minste in schijn — een nieuw leven verwierf, scheen het keizerrijk verjongde verwachtingen te koesteren van uitbreiding naar het Oosten alsmede het verlangen aan het erfdeel der Germaansche keizerrijken eenige brokstukken te voegen van het Bizantijsche.

God weet wat er zou gebeurd zijn door de troonsbeklimming van een jongen Slavengezinden keizer, die de liefde van zijne Slavische onderdanen had kunnen winnen. Doch de overhaasting waarmede graaf von Aerenthal Bosnië en Herzegowina wilde aanhechten, wat een eerste verkrachting was van een gegeven woord en geen ander practisch gevolg kon hebben dan zijn afzien van het kostbare recht van tusschenkomst in Sandjak van Novi-Bazar, blies het vuur aan in den nimmer uitgedoofden haard van het Balkanische schiereiland. De vlam heeft zich tegen zijn land gekeerd. Heden ligt de dubbele monarchie in puinen; hare brokstukken richten zich de eene tegen de andere op; haar vorst is in ballingschap; en haar overblijvende kern die geenszins grooter is dan het oude Oostenrijksche hertogdom, is een onaanzienlijke Staat geworden, zonder toegang tot de zee, en heeft voortaan geen andere politieke bezorgdheid meer dan te weten wie hem het streng noodige zal verschaffen om niet van honger te sterven.

Deze pijnlijke bestraffing vereenigt tegen haar in een zelfde samenspanning én hare eigene vijanden, én die welke zij zich door haar verderfelijik verbond met Duitschland, op den hals heeft gehaald. Onder hen was België, wiens kinderen eertijds zooveel toewijding aan het huis van Habsburg-Lorraine hebben getoond, het eerste slachtoffer. Ons land, dat zij niet had weten te waardeeren noch te bewaren, was voor de verknechting en de uitplundering door Pruisen bestemd, en toen nog de vredes- en vriendschapsbetrekkingen heerschten, en zij de verdragen niet had opgezegd waarbij zij onze onzijdigheid verzekerde, schoten hare zware mortieren reeds de Maasforten aan stukken. De zwakke verpletterde is nochtans heden overwinnaar een schouwt op den ondergang van zijn overweldiger.

Van het eeuwenoude bewind van het Oostenrijksche Huis over de Nederlanden bleven er slechts enkele kostbare relieken over. Morgen misschien zullen, als het symbool van den oppersten rang en van den zege der gerech-

tigheid, de wapens van Keizer Karel en de aanzienlijke schat van het Gulden Vlies in het geboorteland wederkeeren.

Hoe zouden wij niet onze helden gedenken in Galicië, die, getrouw tot het einde aan hen die reeds wanhoopten, met hunne auto-kanonnen den terugtocht der Russen dekten naar de oevers van Pont-Euxin, en waarvan de overlevenden hunnen aftocht voortzetteden in de steppen der Scythen en der Mongolen, blootgesteld als zij waren aan de winden van de IJsee, door honderden volkeren toegejuicht aan de voeten van den Fushi-Yama, in het Californische Eldorado, in de koortsige steden van de Amerikaansche Unie, in omgekeerden zin de fabelachtige reis herdenken van de Argonauten ter verovering van het Gulden Vlies!

Hoe verdiend en hoe logisch ook het verval van Oostenrijk zij, hebben vele leden van uwe Middenafdeeling, voor redenen van menscheijkheid of van hooge politiek, niet kunnen nalaten zulk een volkomen verlaging te betreuren. Verkleind tot op een bekrompen grondgebied met een minderwaardigen bodem, zonder nijverheid noch verkeersweg met de zee, maakt zijne hoofdstad van twee miljoen inwoners er een wezen van uit zonder eenige verhouding. De ellende welke het opvreet schijnt ongeneesbaar en moet onze ernstige aandacht gaande maken. Anderzijds is het onbekwaam, voortaan tegenover het rechtgebleven Duitschland, dat in zijn schaamteloos hoogmoed zijn nederlaag zoekt te loochenen, de rol van tegenwicht te vervullen, welke de zijne had moeten zijn.

Indien de goede trouw van zijn laatsten vorst gepaard was gegaan met een genoegzaam sterken wil om de Duitsche opperheerschappij te breken, hoezeer ware dan het herstel van Europa niet vergemakkelijkt geworden! Wij kennen de ellendige nederlaag van hare poging.

België onderhield met Oostenrijk-Hongarije nog andere betrekkingen dan de historische herinneringen waarvan gewag werd gemaakt.

Het aan uwe goedkeuring onderworpen verdrag bevestigt hunne breuk in zijn artikel 83. Daar het, evenals Pruisen, meeneedig is geweest aan zijne verbintenissen om de Belgische onzijdigheid te verdedigen, moet het, evenals deze mogendheid, er in toestemmen de Verdragen van 19 April 1839 af te schaffen en zich vooraf verbinden al de overeenkomsten te erkennen, welke de geallieerde mogendheden sluiten om ze te vervangen.

Het geeft dezelfde toestemming en neemt dezelfde verbintenissen op zich wat het Groot-Hertogdom Luxemburg betreft.

Deze beide artikelen zijn de enige politieke bedingen welke België aanbelangen.

Over ons land wordt geene andere vermelding gemaakt tenzij in de artikelen waarop reeds werd gezinspeeld met betrekking op de wederopvoering van kunstvoorwerpen en historische herinneringen.

Deze bijzondere artikelen leveren geene zwaarigheid op. Doch dit zal niet kunnen gezegd worden van de algemeene regelen vastgesteld tot vereffening van de private rechten.

De ontbinding van de dubbele monarchie zal, inderdaad, de toepassing van het Verdrag op de personen of op de goederen bezwaarlijk maken.

Vooreerst dient te worden opgemerkt dat het Verdrag niet toepasselijk is noch op Hongarije, noch op de Hongaren.

Vervolgens, wordt een gedeelte der verbrokkelde provinciën met de geallieerde Staten vereenigd : Italië, Roemenië, Servië; een ander gedeelte werd in onafhankelijke, Ententegezinde landen ingericht. Deze nieuwe staatseenheden moeten hun actief en passief aandeel nemen in de nalatenschap van het vernietigde keizerrijk; elke dezer doet aan de daarvan afhangelde belangen een behandeling verzekeren welke min of meer gunstig is naargelang haar eigen toestand.

Ook is het Verdrag, in de artikelen 70 en volgende, verplicht voor het inboorlingschap regelen vast te stellen welke talrijke uitzonderingen begripen. Eveneens moet het zeven artikelen (van 62 tot 67) wijden aan de bescherming der minderheden.

De gevolgen van deze beginselen, volkomen gegrond in rechte en zelfs noodzakelijk, zullen echter soms vreemd kunnen schijnen.

Bij voorbeeld, de Hooge verdragsluitende Partijen hebben, zonder zich te laten ontmoedigen door de onvoorziene gevallen bij de uitvoering van het verdrag met Duitschland, bij artikel 173 het recht bepaald voor hunne militaire gerechtshoven de personen te dagvaarden, welke beschuldigd zijn van daden strijdig met de wetten en de gebruiken van den oorlog. Doch artikel 176 bepaalt, dat de personen die door de regelen van het inboorlingschap (art. 70) een andere nationaliteit hebben verworven, zullen gevonnist worden door de rechtbanken van den nieuwe Staat waartoe zij behooren. Dezelfde handelingen gepleegd door personen van dezelfde kaste, met den zelfden geest behebt, kunnen hen dus doen verzenden voor gansch verschillende rechtbanken.

De quaëstien van inboorlingschap zullen wellicht ernstige moeilijkheden veroorzaken in de regeling van de goederen der voormalige Oostenrijksch-Hongaarsche onderdanen in de geallieerde landen. Artikel 201 erkent het reeds door het Verdrag van Versailles aangenomen beginsel, betreffende het recht der geallieerde en geassocieerde Mogendheden om te beschikken over het vijandelijke activa of de vijandelijke eigendommen welke tot hunne rechtsbedeeling behooren.

De vijandelijke eigendommen zullen klaarblijkelijk die zijn van de onderdanen welke Oostenrijkers zijn gebleven volgens den zin van het reeds vermeld artikel 70 : Alle personen welke het inboorlingschap bezitten op een grondgebied, dat vroeger deeluitmaakte van de grondgebieden der oude Oostenrijksch-Hongaarsche monarchie, zal van rechtswege, en bij uitsluiting der Oostenrijksche nationaliteit, de nationaliteit verwerven van den Staat die de heerschappij op gezegd grondgebied uitoefent. Dus zullen al de overigen niet Oostenrijkers zijn. Merken wij terloops aan dat artikel 70, ten minste als men het letterlijk opvat, ook bepalingen treft voor de aan Hongarije afgenomen grondgebieden. De goederen, welke behoord hebben aan onderdanen die van nationaliteit zijn veranderd, zullen dus niet, volgens ons, vallen onder de toepassing van de door de geallieerde Mogendheden getroffen bedingen. In elk hunner zullen de

rechtbanken hun weg moeten vinden in den doolhoof der door het verdrag verbrokkelde nationaliteiten.

De Belgische Kamers zullen met dezen toestand moeten rekening houden bij het onderzoek der thans in voorbereiding zijnde wet op de in beslag genomen goederen. Het zal niet licht vallen het ideaal van billijkheid te bereiken en aan de toepassing van het beginsel eene volmaakte lenigheid te geven.

Deze overwegingen zijn geenszins eene kritiek van het verdrag of van den geest zijner ontwerpers. Doch wij moeten het als een plicht beschouwen, zooveel mogelijk de moeilijkheden te voorzien welke in hare ten uitvoerlegging kunnen voorkomen.

Artikel 203 heeft betrekking op de houders van Oostenrijksch-Hongaarsche fondsen. Het stelsel dat daardoor wordt gehuldigd stelt de verdeeling der Staatsschuld vast volgens zekere regels onder al de Staten die tot de uiteenscheuring van het keizerrijk hebben medegewerkt.

Door een toevoegsel aan dit artikel worden al de noodige bijzonderheden aangegeven. De houders van titels der vroegere openbare leening zullen, door tusschenkomst van hunne respectievelijke Regeeringen aan de Commissie voor herstel de titels afleveren, waarvan zij houder zijn. Daar tegenover zal deze Commissie hun bewijsstukken afleveren waardoor zij recht ontvangen op een behoorlijk evenredig aandeel van elke der nieuwe, ter uitwisseling gedane uitgaven van titels. Dit wil zeggen, dat de rechthebbenden niet zullen bloot gesteld zijn geheel hunne schuldvordering gevestigd te zien op een of anderen erfgenaam, wiens respectieve waarde men zou kunnen betwisten, maar wel op billijke wijze verdeeld onder allen.

Het spreekt van zelf dat de gewaarborgde schulden op de spoorwegen, de zoutmijnen of andere goederen integendeel zullen verschuldigd zijn door de eigenaars van het pand.

De Middenafdeeling wenscht het gevoelen te kennen van de Regeering over de verklaring van artikel 179.

De Memorie van Toelichting van de Fransche begrooting zegt op bladz. 20 : « De vredesverdragen van Saint-Germain en van Neuilly-sur-Seine hebben nadien het beginsel voorop geplaatst van de hoofdelijke verantwoordelijkheid voor de lasten der schadeloostellingen, van de landen die geallieerden waren van Duitschland. Zij hebben insgelijks de algemeene regelen bepaald, waaraan de Commissie voor herstel zich moet houden om aan elk dezer landen het hem toekomend aandeel in de schulden toe te wijzen. Deze diplomatische regelen voorzien dat er slechts een enkele rekening der schadeloostellingen zal worden gehouden, door dewelke zal moeten voldaan worden het geheel bedrag der schuldvorderingen welke de verdragen hebben verwekt ten bate der geallieerde en geassocieerde mogendheden. De nog te sluiten vredesverdragen, die er toe moeten strekken volkomen een eind te stellen aan den Europeeschen oorlog, zullen het bestaan van die enkelvoudige rekening bevestigen en zullen slechts voor gevolg kunnen hebben nieuwe Staten te doen deelnemen in de verplichtingen welke zij voor doel heeft te omschrijven. »

Is dit ook de verklaring, welke de Belgische Regeering er aan geeft?

De Commissie voor de Buitenlandsche Zaken en de Middenafdeeling hebben het wetsontwerp met 11 stemmen en 4 onthoudingen goedgekeurd.

Zij hebben de eer u te vragen hetzelfde te willen aannemen.

De Verslaggever,

AD. DE LIMBURG STIRUM.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.
